



Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition écologique et solidaire, biodiversité, énergie, agroécologie et alimentation

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Clare HART, Jean-Pierre RICO, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD

Transition écologique et solidaire, biodiversité, énergie, agroécologie et alimentation - Attribution de subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) au titre du projet Rénov'Energie pour l'année 2020 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La rénovation énergétique de l'habitat privé constitue un enjeu phare pour le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Aussi, la collectivité a souhaité mettre en place une Plateforme Territoriale de Rénovation Énergétique des logements privés, nommée Rénov'Energie. Ce service vise à renforcer l'accompagnement des particuliers et des copropriétés qui souhaitent entreprendre des travaux de rénovation énergétique de leur logement.

L'objectif est d'initier une dynamique pour massifier les rénovations énergétiques. L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat Montpellier Méditerranée Métropole (ALEC – code association 4301) a été identifiée comme partenaire principal de Rénov'Energie et assure à ce titre les missions d'accompagnement, de conseil et d'animation auprès du grand public.

Le dispositif Rénov'Energie bénéficie du soutien financier de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) pour une période de 3 ans (avril 2018 – mars 2021) et a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole n°14681 en date du 28 juin 2017. Ce programme prévoit une montée en puissance des objectifs de rénovation de logements et moyens associés, ces derniers étant précisés annuellement dans le cadre de conventions avec l'ALEC, soumises à délibération du Conseil de Métropole.

Sur la troisième année de fonctionnement, conformément à la délibération initiale du 28 juin 2017, il est ainsi prévu d'accompagner 600 logements dans leurs démarches jusqu'à la réalisation de travaux de rénovation énergétique. Les moyens humains nécessaires à l'accompagnement de ces ménages sont évalués à 3 Equivalents Temps Pleins (ETP), soit une subvention d'un montant de 178 750 € à verser à l'ALEC.

Par délibération n°MD2019-786 du 18 décembre 2019, le Conseil de métropole avait voté une subvention de 123 750 € à l'ALEC, pour l'animation de la plateforme Rénov Energie. Il y a donc nécessité de compléter cette subvention par un montant supplémentaire de 55 000 € et de signer l'avenant correspondant à la convention 2020, afin de répondre aux objectifs fixés dans la délibération cadre du 28 juin 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation d'une subvention complémentaire de 55 000 € à l'ALEC pour l'animation de la plateforme Rénov Energie pour l'année 2020 ;
- d'approuver l'avenant à la convention signée avec l'ALEC pour l'année 2020 ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-133472-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant_ALEC_SubventionRenovEnergie_24_07_2020_ILV1595578757121.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.